

# En marge de la conférence internationale de Malabo sur la lutte de l'Afrique contre le virus Ebola/entretien avec Paul Biyoghe Mba, représentant le chef de l'Etat à ces importantes assises

## "Au Gabon, nous avons le CIRMF et l'expertise pour aider les pays touchés"

Propos recueillis par Christian G. KOUIGA  
Malabo/Guinée-Équatoriale

**L'union** : Monsieur le président, vous venez de représenter le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, au sommet de Malabo pour la lutte contre Ebola, quels enseignements au terme des dites assises ?

**Paul Biyoghe Mba** : "C'était une conférence de première importance, au regard de sa nature et la gravité de l'épidémie Ebola qui sème la mort et la désolation partout où elle est déjà passée. C'est un virus hautement mortel. Ebola est même devenu un fléau à caractère continental. Pour la petite histoire, la première épidémie humaine de type Ebola s'est produite en 1976, dans la zone nord de l'ex-Zaïre (aujourd'hui RDC) et une autre dans le sud du Soudan (aujourd'hui Soudan du Sud). Des sources de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), des épidémies mortelles d'Ebola chez les hommes ont été confirmées dans plusieurs pays : RDC, Gabon, Soudan du Sud, Ouganda, Côte-d'Ivoire, Congo-Brazzaville, Guinée-Conakry, Sierra-Leone, Liberia, Nigeria, Sénégal et Mali. Au Gabon, pour avoir été secoué, il y a une vingtaine d'années, quoique de faible magnitude, nous nous sommes organisés pour posséder l'expertise nécessaire en logistique et en personnel qualifié pour cela. Mais, il y a un an, cette épidémie a resurgi brutalement et sévèrement dans quelques pays de l'Afrique de l'Ouest avec, au bout du rouleau, de nombreuses pertes en vies humaines..."

**... que reprenez-vous de ce sommet ?**  
- De ce sommet, je retiens que nos pays, à travers l'Union africaine (UA), ont décidé de prendre le taureau par les cornes en s'unissant et en conjuguant leurs efforts multiformes : logistiques, financiers, humains et intellectuels pour contenir et éradiquer cette épidémie. Sur ce, des pistes ont été inventoriées par les chefs d'Etat. Je cite : la recherche, la formation des personnels et la mise en place des dispositifs techniques comme des laboratoires de recherches. Sur ce plan, le Gabon est très avancé puisqu'il possède (chose que beaucoup de pays n'ont pas encore) un laboratoire ultra-moderne, performant et bien équipé au Centre international des recherches médicales de Franceville (CIRMF). Ils ont également recommandé la prévention et le redéploiement des systèmes sanitaires. Mais, pour cela, ils ont évoqué l'urgence et la nécessité de trouver et de réunir des financements qui serviront à former des hommes, à construire des centres de santé et pour obtenir la logistique appropriée. En la matière, un appel a été lancé pour que des fonds soient trouvés aussi bien sur le plan continental qu'international. C'est d'ailleurs avec une réelle satisfaction que tous les participants notent que beaucoup de financements ont été, soit octroyés, soit annoncés aussi bien par certains pays de l'Union africaine (UA) que par des partenaires au développement comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD)... et aussi par certains pays partenaires tels que les Etats-Unis, la Russie, la Chine, etc.

**L'Afrique s'organise donc véritablement pour vaincre Ebola ? Mais, au-delà des discours et autres annonces,**

**que préconise-t-on réellement pour éradiquer ce fléau ?**

- L'Afrique s'organise véritablement. Et cela de façon responsable et efficace pour affronter cette maladie et la vaincre très rapidement. D'ailleurs, avec l'appui des acteurs internationaux, l'Afrique a réussi à transformer le défi créé par Ebola en opportunité. En effet, après des mois d'efforts extraordinaires faits par les gouvernements, les populations des pays sévèrement touchés et par des partenaires luttant contre cette épidémie, la tendance de l'épidémie Ebola s'est considérablement retournée aujourd'hui. La fin de l'épidémie ayant été officiellement déclarée par l'OMS dans les pays touchés. Mais la projection optimiste, que nous caressons, c'est de voir Ebola atteindre "zéro nouvelle infection".

**Au cours de ce sommet, des contributions financières ont été sollicitées pour venir à bout de l'épidémie. Quel pourrait être l'apport du Gabon, en cas de demande ?**

- D'emblée, je dis que le Gabon pourra contribuer de plusieurs manières. Il faudrait d'abord éclairer la lanterne de l'opinion en rappelant qu'au nombre des stratégies que l'Afrique essaie de mettre en place pour vaincre Ebola ou l'éradiquer, il n'y a pas que l'argent qui est inscrit au tableau des besoins. D'autres contributions, qu'elles soient techniques, logistiques ou scientifiques... sont également prises en compte. Le Gabon, comme je disais tantôt, possède un laboratoire dernier cri spécialisé dans la gestion des virus, mais aussi un personnel qualifié à cet effet. Le laboratoire du CIRMF est un outil des recherches médicales de portée inestimable. A leur demande, nous pourrions, par exemple, mettre celui-ci à la disposition des pays



Photo : DR

Paul Biyoghe Mba.

touchés pour des recherches poussées en analyse des données.

Tel est l'esprit de solidarité africaine que nous manifestons dans l'élan de "l'Afrique aide l'Afrique" qui a constitué le substrat de cette conférence. L'objectif à atteindre étant la mise en place du mécanisme de relèvement et de la reconstruction en vue de mitiger les énormes ravages économiques et sociétaux dont Ebola est à l'origine. Ainsi, au centre des efforts à consentir, s'inscrivent également les modalités de reconstruction des systèmes de santé et la mise en place de la surveillance et le contrôle d'Ebola en collaboration avec les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC africain). A ce jour, une stratégie visant à contenir et à éradiquer l'épidémie a déjà été élaborée par chaque gouvernement avec l'appui de l'OMS et d'autres partenaires clés."

## Inspection du Travail

### Trente-sept nouveaux cadres prêtent serment

M.A.M  
Libreville/Gabon

**TRENTE-SEPT** nouveaux inspecteurs et contrôleurs du Travail ont prêté serment lundi dernier. C'était au cours d'une cérémonie officielle qui a eu au Palais de justice de Libreville en présence du ministre de tutelle, Simon Ntoutoume Emane. Il s'agit de treize (13) inspecteurs principaux, huit (8) inspecteurs,

tous formés à l'École nationale d'administration (Ena) ; ainsi que neuf (9) contrôleurs principaux et sept (7) contrôleurs formés à l'École de préparation aux carrières administratives (EPCA). Conformément à l'article 234 du Code du travail, l'acte de prestation de serment de ce jour commande des exigences aux concernés. Ainsi, il prévoit que les inspecteurs et contrôleurs doivent tenir confidentielle toute dénonciation ou toute constatation par les-

quelles ils ont eu connaissance d'un défaut dans l'installation ou d'une infraction aux dispositions législatives et réglementaires. Cependant, est-il notifié, les agents ayant ainsi prononcé la formule de serment sont exposés à toutes sanctions en cas de violation dudit acte. Par ailleurs, ces trente-sept inspecteurs et contrôleurs mis à la disposition de l'administration gabonaise sont appelés, dans l'exercice de leurs fonctions, à,

entre autres, dresser les procès-verbaux d'infractions aux dispositions législatives et réglementaires en matière de travail, d'emploi, de sécurité et de santé au travail ; fixer les amendes au bénéfice du Trésor public ; faire citer tout contrevenant devant la juridiction compétente ; exercer les voies de recours légale ; connaître les différends individuels et collectifs du travail ; etc..

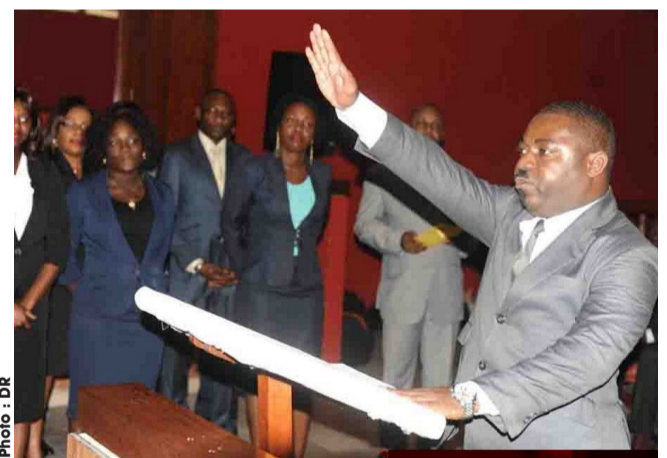


Photo : DR

Un agent jurant de servir selon les dispositions de l'article 234 du code du travail.



Photo de famille après la cérémonie de prestation de serment.

### Avis d'appel d'offres rectificatif

L'avis d'appel d'offres n°03/MEPIP/SG/-DGDDI/2015 paru dans l'Union du Mardi 21 juillet 2015 relatif aux travaux de construction et de refecton de bâtiments administratifs est modifié comme suit :

"Ouverture des plis : Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents le **19 août 2015 à 11heures**" et non le 05 août 2015 comme précédemment indiqué.